

Le Snuipp-FSU craint une rentrée "perturbée"- AEFInfo

7-8 minutes

En cette rentrée 2021, "il y a une nouvelle donne avec le variant Delta, qui est beaucoup plus contaminant notamment chez les enfants", s'inquiète Guislaine David. C'est pourquoi la co-secrétaire générale du Snuipp-FSU juge, lors d'une conférence de presse le 24 août 2021, "impensable" le choix du niveau 2 du protocole par le MEN. Guislaine David estime alors qu'il y a "fort à parier que la période de la rentrée sera perturbée". Le Snuipp prône notamment une campagne "massive et régulière" de dépistage des élèves, l'équipement de détecteurs de CO2 et le recrutement de personnels.



Guislaine David, entourée de Nicolas Wallet et Arnaud Malaisé, lors de la conférence de presse de rentrée du Snuipp-FSU, le

24 août 2021 AEF - Erwin Canard

Restons sur nos gardes : c'est le message que souhaite faire passer Guislaine David. La co-secrétaire générale du Snuipp-FSU alerte, lors de la conférence de presse de rentrée de son syndicat, le 24 août 2021 : "Alors qu'on a l'impression que la rentrée de l'an dernier se rejoue cette année, en réalité, il y a une nouvelle donne avec le variant Delta, qui est beaucoup plus contaminant notamment chez les enfants".

L'enseignante dénonce la décision de Jean-Michel Blanquer d'opter pour le niveau 2 - sur 4 - du protocole sanitaire pour cette rentrée ([lire sur AEF info](#)), en métropole ([lire sur AEF info](#)). "C'est impensable", s'insurge Guislaine David. Et d'expliquer : "C'est un protocole allégé par rapport à celui de la fin de l'année dernière, notamment sur les brassages qui ne sont plus limités, de même que le masque qui n'est plus porté en extérieur, alors que les élèves se regroupent en récréation. Le variant Delta n'est pas pris en compte, ni le fait que le taux d'incidence soit beaucoup plus élevé que l'an dernier".

Alors que les élèves de primaire ne peuvent pas être vaccinés, Guislaine David estime qu'il y a "donc fort à parier que la période de la rentrée sera perturbée", notamment par des fermetures de classes. Et de rappeler les prévisions du Conseil scientifique Covid qui anticipe un automne compliqué d'un point de vue épidémique dans les écoles ([lire sur AEF info](#)).

Le Snuipp demande une campagne "massive et régulière" de dépistage

Le Snuipp-FSU formule quatre demandes prioritaires pour cette rentrée :

- une campagne "massive et régulière" de dépistage des élèves à l'aide de tests salivaires ;

- l'équipement des salles de classe de détecteurs de CO2 ;
- un accès à la vaccination "facilité" pour les personnels ;
- le recrutement de professeurs des écoles "à hauteur des besoins en remplacement", sujet pour lequel, notamment, la FSU et d'autres organisations appellent à la mobilisation dès la rentrée et à la grève le 23 septembre ([lire sur AEF info](#)).

Guislaine David estime que "le seul moyen" pour lutter contre l'épidémie tout en gardant les écoles ouvertes "est de tester, pour qu'il n'y ait pas d'enfants qui passent dans les mailles du filet". Elle s'avance en faveur de la mise en place de "campagnes de communication pour que les parents comprennent la nécessité de faire réaliser les tests aux enfants et atteindre un meilleur taux d'acceptation". Aussi, elle souhaite la réalisation de "tests salivaires systématiques hebdomadaires, réalisés à la maison. Cela permettrait d'éviter les clusters et d'avoir une meilleure connaissance sur la circulation du virus".

Le ministère de l'Éducation nationale a indiqué souhaiter "poursuivre la politique d'autotests", dans le cadre d'une "stratégie de ciblage", et vise un objectif de 600 000 tests salivaires dans le 1er degré chaque semaine.

Le Snuipp "pas rassuré" malgré les propos de J-M. Blanquer sur les capteurs de CO2

Autre manière de lutter contre l'épidémie à l'école, selon le Snuipp : l'aération des classes. Jean-Michel Blanquer a assuré vouloir généraliser le déploiement de capteurs de CO2 et aider les collectivités territoriales - dont c'est la compétence - dans cet "investissement nécessaire et raisonnable".

Malgré ces mots du ministre, Guislaine David s'avoue "pas rassurée". Les capteurs ne sont pas imposés et il n'y a pour

l'heure pas de financements débloqués".

La co-secrétaire générale du premier syndicat de professeurs des écoles pointe également deux autres "angles morts" : la cantine et la maternelle, "où les élèves ne portent pas de masque".

Le Snuipp, et les autres syndicats représentatifs de personnels de l'Éducation nationale, seront reçus mercredi 25 août au ministère de l'Éducation nationale pour faire un "point sanitaire". Le lendemain, Jean-Michel Blanquer évoquera les modalités de la rentrée lors de la traditionnelle conférence de presse de rentrée.

Le Snuipp fait le bilan de Jean-Michel Blanquer

Outre les questions d'actualité tournant principalement autour du Covid, le Snuipp a abordé, lors de sa conférence de presse, d'autres réformes menées depuis 4 ans par Jean-Michel Blanquer, "un des ministres de l'Éducation les plus impopulaires dans la profession", assure Guislaine David. Selon le syndicat, la politique du ministre "renforce les inégalités scolaires et est conduite de façon autoritaire notamment en encadrant les pratiques enseignantes".

La dernière circulaire de rentrée ([lire sur AEF info](#)) est "symptomatique : elle réaffirme la politique ministérielle dessinant les contours d'une pédagogie officielle", estime la co-secrétaire générale. Elle regrette que le ministre ait "déconstruit tout ce qui a été fait précédemment alors qu'il avait annoncé ne pas vouloir faire de nouvelle loi et ni tout modifier à son arrivée". Elle qualifie les dédoublements de "fausse bonne idée" ([lire sur AEF info](#)) et critique les évaluations nationales, la politique d'éducation prioritaire - qui "remet en cause le principe de

donner plus à ceux qui en ont le plus besoin" - ou encore la réforme de la formation initiale, qui "ne va en aucune manière répondre aux problèmes d'attractivité".

Le Snuipp proteste également contre le "manque de moyens", malgré les créations de postes dans le premier degré. Celles-ci, selon le syndicat, "n'auront permis de répondre qu'à la politique du ministre", sont "moindres que lors du quinquennat précédent" et n'ont pas réglé le "manque de Rased et de PsyEN".

Enfin, le syndicat s'oppose à la réforme de la direction d'école ([lire sur AEF info](#)) - qui porte une "vision qui va à l'encontre de la profession qui demande de l'aide administrative, l'allègement des tâches et davantage de temps de décharge". Il juge aussi la revalorisation salariale ([lire sur AEF info](#)) insuffisante car elle ne compense pas la "perte de pouvoir d'achat depuis 2010 due à l'inflation, à la faible augmentation du point d'indice et à l'augmentation des cotisations retraites des fonctionnaires".